

14 avril 1790

---

Nº. C. XXVII.

---

L'AMI DU PEUPLE,

OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

Par M. MARAT (1), auteur de l'Offrande à la Patrie  
du Moniteur, et du Plan de Constitution, etc.

---

Vitam impendere vero.

---

Du Mercredi 14 Avril 1790.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

Séance du 12 Avril 1790.

Discussion sur les dîmes. -- Suite des réflexions  
de l'Ami du peuple sur la dénonciation de  
M. Necker. -- District des Cordeliers. -- Dé-  
pouillement du livre rouge.

M. le marquis de Bounai a été élu président.

On sait que le projet discuté la veille sur les  
dîmes, et qu'on regarde comme un préliminaire

---

Je prévien mes lecteurs que celui qui s'est  
emparé de mon titre et qui continue ma feuille,  
la suppose de mon imprimerie, pour mieux  
escroquer l'argent du public.

au décret des assignats , ne tend à rien moins qu'à soumettre tous les ecclésiastiques à un traitement pécuniaire , et à faire passer , affranchis de toutes charges , les biens ecclésiastiques dans les mains de la nation , pour être employés aux plus pressans besoins de l'état.

La discussion entamée sur cet important objet a été continuée.

M.de Rœder, après avoir anéanti les objections que M. l'évêque de Nancy avoit proposé fort inconstitutionnellement, la veille a passé à l'examen de cette question , *est il utile d'exproprier le clergé*? « Je pense a-t-il dit, qu'il faut se hâter de retirer les biens ecclésiastiques des mains du clergé : 1°. Parce qu'il importe de changer sans délai, l'existence du clergé , afin de faire disparaître ses anciennes maximes et ses traditions. 2°. Pour mettre fin aux inquiétudes du peuple , qui ne cesse d'accuser , avec raison , les ecclésiastiques de dilapidations. 3°. Pour intéresser le clergé à la révolution en lui faisant payer son salaire , comme celui des autres officiers publics , par le trésor national. »

M. l'abbé Dillon , en convenant qu'il falloit réduire le clergé , à pensé que pour rendre les curés de campagne de vrais citoyens, il falloit au moins en partie des biens territoriaux.



M. de Bouthiller a prétendu que le seul moyen d'obtenir la confiance des acquéreurs, c'est de laisser au clergé lui-même le soin de vendre la portion qu'on veut aliéner.

L'archevêque d'Aix a parlé à son tour.

« Voilà donc, a-t-il dit avec émotion, l'abîme auquel nous avons été conduits : voilà donc l'abîme dans lequel on veut nous précipiter. que sont devenues les promesses qu'on nous avoit faites au nom d'un dieu de paix, de nous conserver au moins nos possessions ? le décret du 2 novembre, qui a déclaré les biens du clergé être à la disposition de la nation, ne lui a point conféré de s'en emparer..... Je reclame les loix civiles et canoniques, contre l'invasion dont les biens du clergé sont menacés. La religion et le culte sont perdus, sans ressources, si un pareil système est adopté..... Je soutiens qu'il n'y a lieu à délibérer sur le projet du comité des dîmes. Et, dans le cas où la délibération auroit lieu, nous demandons, a-t-il ajouté, en montrant le côté de l'abbé Mauri ; nous requérons acte de la déclaration que nous faisons de ne pouvoir y participer en aucune manière, et nous demandons la convocation d'un concil national.

M. Thouret a répondu à M. l'archevêque d'Aix

de la maniere la plus péremptoire en lui citant l'évangile et les peres de l'église.

Enfin , M. l'abbé de Montesquiou a clos la discussion , par un discours qui a fait rire tout le monde , et qu'il a terminé chrétiennement en disant : « si malgré toutes les observations qui vous ont été faites , vous adoptez le projet de décret qu'on vous propose , nous invoquerons le dieu de nos peres pour conserver la religion : et , en nous résignant aux sacrifices , nous nous contenterons de dire : LES PLUS MALHEUREUX NE SONT PAS CEUX QUI SOUFFRENT L'INJUSTICE , MAIS CEUX QUI LA FONT , ( il faut convenir que si le clergé perd sa cause , ce ne sera pas faute de l'avoir bien soutenue. )

Suite des réflexions de l'Ami du peuple sur la dénonciation de M. Necker.

..... Combien de fois t'es-tu fait demander cette liste d'antrophages avant de la donner , Diras-tu que tu n'as pas conseillé au souverain de le garder ? Diras-tu que remis en tes mains par le souverain lui-même , tu n'as pas dénié la remise qu'il t'en avoit faite ? Et pour le REGISTRE DES DECISIONS , que dira de toi la postérité , quand elle apprendra les horreurs dont tu t'es noirci ? que dira-t-elle , quand elle apprendra



qu'il a fallu plusieurs décrets de l'assemblée nationale, pour te forcer à remettre et le livre rouge, et le *registre des décisions*?..... CALONNE se seroit-il conduit d'une manière plus infâme?... S'il eût fait le quart de la résistance que tu as opposée à la remise de ces deux registres, la nation auroit poussé un cri général; elle l'auroit dénoncé, elle lui auroit fait faire son procès comme à un prévaricateur, comme à un traître.... Et c'est le ministre qu'elle adore, qu'elle a appelé elle-même au ministère, dans la probité, dans la bonne foi duquel elle a mis ses plus chères espérances, qui se ligue avec ses ennemis, qui dissipe l'argent du peuple, qui le prodigue aux grands, et qui, malgré ses sermens, cent fois répétés, de donner aux représentans de la nation tous les renseignemens, tous les éclaircissemens dont ils auroient besoin pour découvrir les déprédations et les abus de l'administration du trésor public, refuse de leur communiquer les effrayantes listes des sang-sues de la nation.....

On n'a jamais exigé de toi des efforts de génie; ç'auroit été te demander l'impossible: mais on comptoit sur ta probité: que n'avoit-on pas droit d'en attendre?... En ne faisant que ton devoir, tu te serois fait bénir à jamais par

les François : et quel est le premier que te commandoit l'honneur ? c'étoit de ne pas attendre qu'on te demandât ni le livre rouge ni le registre des décisions ; c'étoit de les porter , toi-même , à l'assemblée nationale , et d'y dénoncer à la nation la foule d'antropophages qui la dévoreroient. A ce trait , nous aurions reconnu le patriote et l'honnête homme. Nos cœurs transportés de reconnoissance t'auroient élevé des autels : et ton nom , mis à côté de celui de Sully , auroit été éternellement adoré. -- Ne va pas me dire que le souverain se seroit opposé à la remise des deux registres : le roi des françois est foible , mais il porte un cœur droit , une ame sensible ; et à la simple proposition que tu lui aurois faite , de dénoncer à l'assemblée nationale les déprédateurs du trésor public , il se seroit jetté dans tes bras , et te serrant de ses mains paternelles , il t'auroit dit : « brave homme , courez-y , si vous le croyez utile au soulagement de mon peuple ». -- Vois , par la gloire immortelle que tu te serois acquise , en ne faisant que ton devoir , la honte et l'infâmie dont tu te couvres pour y avoir prévariqué..... C'est assez. Te voilà démasqué : l'idole est brisée : tes forfaits vont salir les pages de l'histoire. Mon nom marchera à côté du tien ; mais



d'une manière plus honorable : on saura qu'il a existé un homme assez incorruptible pour ne pas vendre la cause du peuple , et assez courageux pour te dénoncer.

### Dépouillement du livre rouge.

Dans un moment où la nation travaille à rétablir l'ordre et l'économie dans les finances, pour soulager le peuple ; dans un moment où le peuple porte , avec confiance, une partie de son nécessaire au trésor public , il ne faut pas lui laisser ignorer à combien les ordonnances de comptant , imaginées pour voiler une infinité de dépenses qu'on auroit eu honte d'avouer , se portèrent :

En 1779 à	116,176,562	liv.	14	s.	7	d.
En 1781 à	91,971,413		17		6	
En 1782 à	87,143,428		2		9	
En 1783 à	145,438 115		19		9	
En 1784 à	111,714,986		14		9	
En 1785 à	136,684 828		5		2	
En 1786 à	87,958,401		6		7	
En 1787 à	82,913,075		16		1	

Total du pillage constaté par le livre rouge, non compris celui qui restera du dépouillement du registre des dénonciations, que je promets de donner aussi-tôt sa publication,

860,000,812 liv. 17 s. 2 d.

Un total de cette nature dispense de toutes réflexions. Elles naissent d'elles-mêmes. — Voilà pourtant comme on étrilloit le peuple sous l'ancien régime !

## District des Cordeliers.

M. Danton , citoyen du district des Cordeliers , aussi renommé pour son patriotisme que pour ses lumieres ; est décrété, comme on le sait, de prise de corps par l'infâme châtelet , pour s'être élevé contre la scene scandaleuse que le dictateur la Fayette a fait jouer , à mon sujet , à la garde nationale parisienne , dans la rue de l'ancienne comédie , le 22 janvier dernier , vient d'être élu , pour la seconde fois , président de son district. Et l'auteur du journal général de s'étonner et de dire. « Voilà encore une des mille bisarreries qui seront consignées dans l'histoire de la révolution. »--Mais , M. Gantier, ne savez-vous pas que ce décret seroit une carte de noblesse , pour M. Danton , s'il y avoit encore DES NOBLES ; et qu'il est le plus beau titre qu'il puisse produire de son patriotisme ?

La nuit du lundi au mardi on a tenté d'enlever le roi.--On assure que le coup part du haut clergé. Je l'en crois bien capable.-- Toutes les portes des Thuilleries sont fermées.

« ..... Tantæ ne animis cœlestibus iræ ! »

Tant de fiel entre-t-il dans l'ame des dévots !

---

De l'Imprimerie de M A R A T.